Les femmes et l'usine en Bretagne dans les années 1968 : une approche transversale au fil de trois situations d'usine (1968-1974)

Vincent Porhel

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/434>

DOI : 10.4000/abpo.434

ISBN : 978-2-7535-1507-9

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 septembre 2007

Pagination : 143-157

ISBN : 978-2-7535-0554-4

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Vincent Porhel, « Les femmes et l'usine en Bretagne dans les années 1968 : une approche transversale au fil de trois situations d'usine (1968-1974) », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 114-3 | 2007, mis en ligne le 30 septembre 2009, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/434> ; DOI : 10.4000/abpo.434

Les femmes et l'usine en Bretagne dans les années 1968 : une approche transversale au fil de trois situations d'usine (1968-1974)

Vincent PORHEL

Maître de conférences en histoire contemporaine,
CNRS UMR LARHA – IUFM de Lyon

Dans le contexte de la contestation qui caractérise les années 1968, période prise comme ensemble chronologique prenant sens autour des événements de mai/juin¹, la Bretagne est concernée comme ailleurs par une mutation culturelle et sociale. Celle-ci se traduit par la hausse significative des conflits sociaux qui, notamment au sein des usines, révèlent l'affirmation de nouvelles identités ouvrières. Pourtant, le caractère tardif de l'industrialisation bretonne des années 68 en fait un objet difficile à appréhender hors des bastions ouvriers historiques, tels les arsenaux ou l'industrie de la chaussure à Fougères. De là, la difficulté à dessiner le profil de l'ouvrier breton et *a fortiori* de l'ouvrière, dont la présence, bien réelle, est largement masquée jusqu'à nos jours par les représentations. Recourir à la microhistoire et au travail de terrain, allier approche historique et approche ethnographique, peut alors permettre de saisir les ressorts des identités de genre dans l'espace de l'usine. Pour ce faire, l'histoire sociale du temps présent doit embrasser l'ensemble des sources disponibles : sources écrites, qu'elles soient d'ordre archivistique, médiatique, ou littéraire ; sources audiovisuelles, qui se développent au cours de la période sous l'effet de la multiplication de conflits sociaux largement médiatisés par le biais des nombreux comités de soutien ; sources orales, dont la collecte, souvent aléatoire, permet d'ouvrir le travail historique sur le champ de la mémoire. À partir de ces diverses sources, on peut s'interroger sur la représentation de la femme au travail dans le temps de l'événement, mais également dans des mémoires fatalement reconstruites ; l'étude de ce va-

1. DREYFUS-ARMAND, Geneviève, FRANK, Robert, LÉVY, Marie-Françoise, ZANCARINI-FOURNEL, Michelle (dir.), *Les Années 68, le temps de la contestation*, Paris, Complexe, 2000, 525 p.

et vient entre présent et passé permet de mettre en évidence l'évolution du genre en Bretagne dans le monde du travail.

Trois cas ont donc été plus particulièrement étudiés : la CSF Thomson à Brest, usine fabriquant des radars et utilisant une abondante main-d'œuvre féminine affectée au câblage, l'usine du Joint Français à Saint-Brieuc et les abattoirs Doux à Pédernec, près de Guingamp. Trois situations d'usines qui, avec leurs caractéristiques propres, illustrent une réalité professionnelle des femmes dans la Bretagne des années 68.

La Bretagne ouvrière des années 1968

L'impossible typologie

L'étude des représentations de l'ouvrier en Bretagne dans les années 1968 se heurte à de nombreuses difficultés inhérentes à la structure même de l'industrialisation bretonne et à la perception durable qu'en ont les commentateurs autorisés. La figure de l'ouvrier breton, contrairement à celle du paysan, souffre d'une indifférence marquée de la part des chercheurs en sciences sociales. L'ouvrier est couramment considéré comme une excroissance d'un monde rural dont il tire son identité culturelle. Autrement dit, étudier le monde paysan breton, ce serait étudier, par ricochet, l'ouvrier breton, caractérisé par sa double activité et/ou par sa proximité avec le monde rural. Cette vision limitative s'explique par les difficultés à appréhender globalement le processus industriel en Bretagne², et, par là, à élaborer une typologie de l'ouvrier breton. Objet d'une action volontariste des pouvoirs publics, au travers de la décentralisation, l'industrialisation régionale se lit surtout comme une affaire politique mettant aux prises notables régionaux et instances gouvernementales³. Il faut d'ailleurs attendre les analyses de géographie humaine de Michel Phlipponneau, dans le cadre du Centre d'Étude et de Liaison des Intérêts Bretons (CELIB), au début de la période étudiée, pour que soit dégagée une aspiration industrielle en Bretagne. Cette lecture spécifiquement politique du processus industriel en Bretagne par le CELIB s'explique par l'histoire de cette institution⁴ et par ses rapports complexes avec le pouvoir central. Lorsque Joseph Martray fonde le CELIB en 1947, l'heure est au modernisme et au réalisme pour évoquer la situation de la Bretagne, en rejetant tout lien avec un séparatisme discrédité. Ainsi Michel Phlipponneau s'intéresse au « problème breton », qu'il définit dans un grand nombre d'études, synthétisées dans son ouvrage

2. Comme le souligne Michel Phlipponneau dans sa tentative pour établir une typologie de l'industrie bretonne de 1950 à nos jours. PHILIPPONNEAU, Michel, *Le Modèle industriel breton*, Rennes, PUR, 1993, 419 p.

3. CRÉMION, Pierre, *Le Pouvoir périphérique*, Paris, Seuil, 1976, 478 p. ; QUÉRÉ, Louis, « Régions et pays en Bretagne 1960-1970 », *Hérodote*, n° 23, octobre-décembre 1981, p. 70-99.

4. PASQUIER, Romain, *La Capacité politique des régions. Une comparaison France/Espagne*, Rennes, PUR, 2004, 277 p.

postérieur, *Debout Bretagne*⁵. L'aspect essentiel en est l'affirmation d'une société bretonne monolithique groupée derrière ses notables et au sein de laquelle disparaît la notion de classes sociales. Cette représentation de la population, que Michel Philipponneau se refuse à déterminer plus avant en l'affublant de la dénomination générale de « Bretons », révèle une vision très géographique du travailleur breton. Cette perception identitaire de la question sociale, si elle s'explique par l'esprit de rassemblement que le CELIB entend donner à son initiative, sous-entend une solidarité inter-classe dont la réalité reste discutable. Cette vision d'une solidarité d'ampleur régionale débouche sur un constat désabusé de l'action des masses⁶, qui n'apparaissent que dans leur anonymat. Il est donc vain de chercher une quelconque figure ouvrière dans les analyses du CELIB, destinées en priorité aux décideurs politiques et économiques. De façon notable, c'est précisément au cours de la grève du Joint Français que Michel Philipponneau fait son *mea culpa*, en admettant finalement l'existence d'un ouvrier breton réfractaire aux classifications définies par les élites⁷.

Hormis le cas particulier du CELIB, à la fois acteur et commentateur de la transformation sociale et culturelle de la Bretagne, les études sur le monde ouvrier breton sont rares et leur impact est faible. Les mises au point bibliographiques sur le mouvement ouvrier breton pendant notre période⁸ recensent pour l'essentiel des mémoires de maîtrise, malheureusement souvent sans lendemain. Le vécu du fait industriel semble se refuser à l'analyse historique en Bretagne, au contraire du Nord ou de l'Est français, où la profondeur de l'industrialisation implique peut-être plus facilement une analyse qui permet à l'historien de s'emparer d'un riche terreau identitaire, fondé sur la succession des générations. Rien de tel en Bretagne, et l'on cherche vainement dans l'historiographie régionale la trace d'une culture ouvrière profonde, sinon dans des lieux localisés comme les arsenaux⁹ ou l'industrie de la chaussure à Fougères¹⁰.

5. PHILIPPONNEAU, Michel, *Debout Bretagne*, Rennes, PUR, 1970, 530 p.

6. « On ne peut attendre davantage de l'action de forces locales, professionnelles et sociales, trop dispersées, trop peu cohérentes pour dépasser des actions souvent spectaculaires, mais toujours sans lendemain » (Michel PHILIPPONNEAU, *Debout Bretagne*, *op. cit.* p. 3).

7. PHILIPPONNEAU, Michel, *Au Joint Français, les ouvriers bretons*, Rennes, PUR, 1972, 213 p., p. 3.

8. GESLIN, Claude, « Le mouvement ouvrier breton depuis les origines : essai bibliographique », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, tome 102, n° 3, 1995, p. 189-204. Ce faible intérêt des étudiants pour une histoire sociale de Bretagne du temps présent est par ailleurs confirmé par des états de recherche postérieurs : BOUGEARD, Christian, « La recherche à l'université de Bretagne Occidentale de 1995 à 2002 », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, tome 110, n° 3, 2003, p. 143-160.

9. Ainsi l'étude de Jean-Noël Retières sur les ouvriers lorientais : RETIÈRES, Jean-Noël, *Identité ouvrière : histoire sociale d'un fief ouvrier en Bretagne, 1909-1990*, Paris, L'Harmattan, 1994, 236 p.

10. Espace largement étudié tant par Claude Geslin que par Jacky Réault, mais aussi par d'autres. Voir notamment GESLIN, Claude (dir.), *La Vie industrielle en Bretagne : une mémoire à conserver*, Rennes, PUR, 2001, 274 p.

Où en est l'industrialisation bretonne dans les années 1968 ? Souligner son retard est déjà entrer dans le vif du sujet et, même sans établir une typologie, il est souhaitable de faire un bref rappel de l'évolution industrielle de la Bretagne durant ces années. Quand débutent les années 1968, l'industrialisation bretonne se concentre historiquement dans les structures étatiques que sont les arsenaux, dans la mono-industrie de la chaussure à Fougères, dans certaines industries métallurgiques (forges à Hennebont ou à Saint-Brieuc) et textiles, ainsi que dans le bâtiment. La vague de délocalisations initiée par l'État voit s'implanter, d'abord en Haute-Bretagne puis progressivement dans toute la région, une grande variété d'entreprises attirées principalement par les bas salaires : l'automobile à Rennes, la chimie à Saint-Brieuc avec le Joint français, et surtout l'électronique à Brest et à Lannion. Enfin le développement du modèle agricole breton entraîne celui de structures de productions agroalimentaires, qui essaient dans le monde rural. On le voit, il s'agit d'une industrialisation diffuse, peu structurante et qui, à l'exception notable de la filière électronique, fait appel massivement à une main-d'œuvre peu qualifiée et peu payée.

Les ouvrières en Bretagne dans les années 1968 : les figures des absentes

Si l'ouvrier breton est peu étudié, l'évocation de l'ouvrière bretonne est encore plus rare. Cela tient à des raisons générales, qui rejoignent les problématiques liées à l'étude du genre et récemment évoquées par Françoise Thébaud¹¹, et qui amènent les femmes à refuser de revendiquer une différence entre les sexes dans le cadre du travail, par crainte d'accroître les inégalités. Ainsi, les positions confédérales, sur la place à accorder aux femmes dans l'usine, sur le souhait de différencier les deux sexes dans une stratégie syndicale, qui émergent au cours des congrès de la CFDT, acteur majeur des transformations sociales en Bretagne, se heurtent à la volonté des femmes d'être considérées comme des travailleurs comme les autres (avec les mêmes droits). La même position est défendue par Jeannette Laot, Bretonne et responsable CGT¹². Les conséquences en sont la rareté des discours syndicaux, et donc des traces archivistiques, s'adressant spécifiquement aux ouvrières, les syndicats se contentant de loin en loin d'en appeler aux mères de famille, extérieures à l'usine, pour soutenir les luttes en cours. Cet effacement de la femme au travail dans les archives est illustré par les diverses déclarations qui remplissent les colonnes des

11. THÉBAUD, Françoise, *Écrire l'histoire des femmes*, Saint-Cloud, ENS éditions, 1998 ; « Écrire l'histoire des femmes et du Genre en France », *Historiens et géographes*, n° 392, octobre 2005, p. 71-81.

12. LAOT, Jeannette, *Stratégie pour les femmes*, Paris, Stock, 1977, 249 p. Ainsi, au cours du congrès de la CFDT de 1970, la présence obligatoire d'une travailleuse au CE est rejetée par une militante au motif que cette mesure est incompatible avec une véritable promotion des femmes (GEORGI, Franck, *L'Invention de la CFDT 1957-1970*, Paris, CNRS Éditions/Éditions de l'Atelier, 1995, p. 586).

journaux régionaux lors de la grande manifestation pour l'emploi « l'Ouest veut vivre » du 8 mai 1968, qui réunit plusieurs milliers de manifestants dans tout l'Ouest. Au fil des déclarations des différents corps sociaux, d'où sont absentes les femmes en tant que telles, on relève cependant des occurrences qui confirment le peu de reconnaissance des femmes au travail. La Fédération des familles rurales s'inquiète par exemple le 6 mai, dans les colonnes du *Télégramme*, « de l'extension du chômage et du sous-emploi dans certaines professions, en particulier pour les femmes, mais s'alarme encore davantage de la situation des jeunes ». Le même jour, des associations de jeunesse de Landerneau dénoncent le fait que « des jeunes avec le CAP font les manœuvres n'ayant pas de travail sur leur métier, des gars s'engagent dans l'armée, des filles restent à l'école jusqu'à 19-20 ans à la charge de leurs parents, faute d'emplois ».

Ces deux exemples mettent en évidence la concurrence établie entre les exclus du système productif régional que sont, d'une part, les jeunes et d'autre part, les femmes (les immigrés, autres exclus, sont peu présents en Bretagne). Ainsi, le terme de « jeunes » ne concerne que les jeunes hommes. L'inégalité entre les sexes est nette, dans le salariat mais aussi la formation, la scolarité des filles n'étant pas présentée sous un angle positif, preuve s'il en est de la faible légitimité de la formation féminine en Bretagne en 1968. De façon peut-être anecdotique, l'une des seules proclamations spécifiquement féminines est le fait de « l'association syndicale des femmes seules chefs de famille », à Brest le 22 mai : formée de femmes veuves, séparées, divorcées ou mères célibataires, cette association soutient la lutte engagée mais précise que, « au moment où nous avons l'habitude de faire des comparaisons avec les pays étrangers, il est bon de savoir que notre pays est un des derniers à n'avoir rien fait pour les 3 millions de femmes seules et les 6 millions d'enfants de moins de 21 ans », et demande une allocation spécifique et un salaire social. Cette prise de position a le mérite de révéler l'existence d'un problème sociétal encore peu reconnu. Celui-ci trouve d'ailleurs un écho, aux lendemains des événements, dans la volonté des femmes des techniciens en grève de la CSF-Thomson de créer un syndicat des mères de famille, leur démarche est relayée dans la presse syndicale¹³.

L'ouvrière n'est pourtant pas rare en Bretagne dans les années 1968. Aux injonctions préfectorales dans le cadre du IV^e plan appelant à « rechercher des industries employant la main-d'œuvre féminine¹⁴ », s'ajoute un vaste mouvement national de féminisation des usines. Celui-ci marque la fin de la régression de l'emploi industriel féminin, qui était dû à la mécanisation accrue de l'appareil productif et à la politique de déconcentration des usi-

13. Notamment par un article dans *Syndicalisme magazine*, « Travailleuse à part entière », n° L266.

14. Perspectives nationales du IV^e plan, décentralisations enregistrées, conditions locales du marché, vocation naturelle dans : LESAGE, Yves, « L'emploi salarié dans l'industrie en Bretagne », *Cahiers Économiques de Bretagne*, 1963, p. 177-180.

nes en province¹⁵. De 1968 à 1975, la diminution des effectifs féminins dans l'industrie s'arrête grâce aux industries nouvelles (industries électriques et électroniques) et à celles en expansion (industries agroalimentaires), alors même que les femmes entrent dans les secteurs masculins (automobiles, industries mécanique, industries chimiques et du caoutchouc...). Les années 68 représentent donc en Bretagne, comme en France, une période de présence accrue des femmes dans l'appareil industriel¹⁶.

Pour retrouver leurs traces on peut s'intéresser alors à la littérature¹⁷, mais également aux sources orales. Au fil de mes recherches, j'ai collecté quarante-cinq témoignages : seuls quatre d'entre eux concernent spécifiquement une femme, et encore sont-ils le produit d'une démarche volontariste de ma part. Les autres, l'immense majorité (trente-trois entretiens), concernent les hommes ou, plus rarement, des couples (huit entretiens) au sein desquels la femme est le plus souvent à l'écart, se contentant de loin en loin de quelques réactions au discours de son mari ou compagnon. C'est souligner les difficultés à saisir la parole féminine. Plusieurs raisons peuvent être avancées pour les expliquer. Jeunes au moment des faits, les ouvrières changent souvent de nom après leur mariage, rendant d'autant plus délicate une quelconque recherche de témoins, d'autant plus que leur statut les isole durablement des réseaux de relations syndicales, principaux pourvoyeurs de contacts. Chercher le genre, c'est donc louvoyer avec les sources, rechercher le non-dit, provoquer la parole et parfois arbitrer entre une parole masculine plus aisée et plus forte du fait d'une légitimité ancestrale et une parole féminine souvent plus hésitante, qui se cantonne parfois à donner son aval à l'événement, vécu dès lors par procuration. Pour autant, de patientes recherches, rendues possibles par l'affirmation des femmes au sein des rapports de genre, m'ont permis de retracer, à travers plusieurs témoignages, les expériences professionnelles des femmes au travail en Bretagne.

L'ouvrière au travail en Bretagne dans les années 1968 : trois étapes

Dès l'entrée dans l'usine, le poids des représentations pèse sur les femmes car leur présence ne va pas de soi dans un lieu de production perçu avant tout comme masculin. Au cours de notre enquête, les femmes ont souvent été incapables de restituer les détails d'une carrière, et les entretiens se sont donc articulés autour des moments forts de leur vie professionnelle. À ce titre, l'entrée dans l'usine, espace souvent neuf et impressionnant, marque la mémoire des témoins et son évocation permet ensuite de poursuivre sur le vécu professionnel. Enfin l'évocation de la progression

15. KERGOAT, Danièle, *Les Ouvrières*, Paris, Le Sycomore, 1982, 141 p.

16. HUET, Maryse, *Emploi salarié par région 1974-1976* et *La concentration des emplois féminins*, Paris, Publications de l'INSEE, 1983.

17. Comme *Le voyage à Paimpol*, roman de Dorothée LETESSIER mettant en scène une ouvrière du Joint Français aux prises avec son quotidien d'ouvrière, de mère et d'épouse.

professionnelle sonne comme un bilan auprès des témoins, pour la plupart retraités au moment de l'entretien, qui jettent un regard, souvent désabusé, sur ce qu'ont été leurs années de travail.

L'entrée dans l'usine

« — Hé bien, en arrivant j'étais très timide, je n'osais pas aller vers les gens, mais l'ambiance était bonne, j'étais dans un service où il y avait beaucoup d'hommes, presque pas de femmes, j'ai été un peu surprise de me retrouver presque toute seule avec des hommes.

— Les femmes travaillaient surtout dans quel service ?

— Moulage, contrôle, vérif, ébarbage, conditionnement.

— Il n'y avait pas spécifiquement un atelier féminin ?

— Si, il y en a eu un après qui a été conçu après, toutes les vérifs étaient dans le hall 1 et pour une anecdote on l'appelait le poulailler parce qu'il n'y avait que des femmes¹⁸. »

Mais que font les femmes dans les usines ? Cette interrogation révèle les suspensions à l'égard de toute présence féminine dans un univers d'hommes et sous-tend les représentations négatives à leur égard. Ainsi les câbleuses de la CSF sont demeurées des inconnues pour mes interlocuteurs masculins, d'où des représentations datées mais persistantes : elles sont, par exemple, réputées avoir été amenées par le curé de leur paroisse, garant de leurs bonnes mœurs. Destinées peu ou prou au mariage et résidant majoritairement encore chez leurs parents, elles viendraient donc chercher à l'usine un supplément de ressources, parfois perçu par les ouvriers de l'usine comme de « l'argent de poche¹⁹ ». Cette expression assimile l'activité des ouvrières à l'occupation d'un emploi et non à l'exercice d'un métier. De plus, le passage de ces jeunes filles au sein de l'usine n'est, dans un premier temps, que provisoire et empêche un engagement syndical, qui sous-entend une appartenance ouvrière de longue date et une plus grande intégration au fonctionnement ouvrier de l'usine. Autre exemple : l'usine du Joint Français à Saint-Brieuc était réputée largement féminisée²⁰ ; or, cette affirmation a été remise en cause par des travaux de recherche. Actuellement, nos témoins véhiculent toujours l'idée de la forte féminisation du Joint Français, qui nous paraît être une représentation de l'époque. La surestimation des effectifs féminins renvoie, en effet, au sentiment d'une non-légitimité de leur présence dans un lieu de production. Dans les années 68, la commission « femmes salariées » de l'Union locale CGT nazairienne

18. Entretien Jeanne, OS au Joint Français en 1972.

19. Entretien MO du 30 octobre 2000, technicien en électronique et militant CFDT.

20. TOINARD, Roger, *Incidences socio-économiques d'une implantation industrielle récente. Le Joint Français à Saint-Brieuc*, maîtrise de géographie sous la direction de Michel Philipponneau, Université de Rennes, mai 1971 ; MG (entretien du 14 avril 2001), ouvrier charpentier et permanent CFDT en 1972, conforte ces chiffres. Toutefois, cet aspect est fermement contredit par Jeanne qui entérine, vingt ans après, la dimension féminine de l'usine. Un rapport préfectoral du 11 avril 1972 évoque, lui, une usine « à 60 % féminine ». Centre des archives contemporaines, 860581/28.

réclamait encore le droit au travail et à la formation professionnelle pour les femmes, soulignant bien la persistance de cette inégalité²¹.

Pourtant la mémoire des témoins retrace des parcours bien plus complexes que les représentations ne le laissent penser. Ainsi, sur les conseils de membres de sa famille, Alice²² entre à l'usine CSF de Brest en 1963 comme câbleuse, avec un BEP de couture, après avoir travaillé dans une coopérative alimentaire. Une autre jeune fille, Jeanne, « monte » à Paris à 18 ans pour devenir vendeuse, puis elle travaille aux entreprises Kleber à Colombes. Une maladie professionnelle de son mari l'amène à rejoindre la Bretagne pour entrer au Joint Français comme OS en 1968. Enceinte la même année, elle prend un congé de maternité et ne reprend une activité professionnelle dans la même usine qu'en 1972, soit trois ans et demi après. Quant à Maryse, elle entre aux abattoirs de volailles Doux en 1973 comme OS. Auparavant elle a travaillé dans l'hôtellerie, mais a cessé cette première activité professionnelle pour élever ses enfants. La proximité de l'usine est pour elle un avantage très important, surtout à un moment où, à cause de la crise économique, le recrutement de câbleuses dans les usines électroniques se fait plus sélectif.

On le voit, ces différents parcours ont en commun, au-delà de leur diversité, un certain nombre de caractéristiques. D'une part, la rupture liée à la maternité conduit à interrompre l'activité professionnelle, parfois pendant de longues années, faute de pouvoir concilier maternité et travail²³. Et la fonction maternelle ne s'interrompt pas avec la reprise de la vie professionnelle ; c'est ainsi que Jeanne évoque l'usine du Joint Français en 1972 :

« Pour l'essentiel, c'est des femmes, beaucoup étaient des cas sociaux, seules avec des enfants. On travaillait des fois dans des conditions difficiles, parce qu'il fallait élever ses enfants tout en travaillant, en faisant les deux huit avec des enfants en bas âge, c'était pas évident, c'était des charges très, très lourdes, donc s'il y avait conflit au boulot, le travail difficile, pénible, la mauvaise ambiance... En plus, on rentrait chez soi et on voyait la marmaille à pleurer ou à vous tirailler de droite et de gauche, c'était pas évident. »

Son témoignage renvoie également à une problématique de genre quand elle évoque les autres parcours qui se croisent au sein de l'usine :

21. LOISEAU, Dominique, « Le travail des femmes au XX^e siècle », Centre d'histoire du travail (dir.), *Mémoires de solidarité*, Paris, Eres, 1997, 182 p., p. 84. De façon plus générale, dès lors qu'un emploi est « féminisable », il est fatal au salaire alors que sa masculinisation lui donne une plus-value. LAGRAVE, Rose-Marie, « Une émancipation sous tutelle » dans Françoise THÉBAUD (dir.), *Histoire des femmes en Occident*, Tome 5, Paris, Plon, 1992, p. 607.

22. Il est à noter que Alice est la seule câbleuse que j'ai pu spontanément contacter ; les autres câbleuses de l'usine n'ont pu être jointes, à cause du manque d'intérêt des autres témoins présents dans l'usine, mais également du fait de changements de patronyme suite au mariage.

23. En 1974, à Saint-Nazaire, un accord entre la direction d'une entreprise en difficulté et ses employés prévoit le licenciement en priorité des femmes mariées, avant les célibataires. LOISEAU, Dominique, « Le travail des femmes au XX^e siècle », *Mémoires de solidarité*, op. cit.

« D'autres arrivaient comme moi, des filles de la campagne, des enfants de fermiers, il y en avait leurs parents qui avaient une petite ferme, d'autres c'étaient leurs premiers boulots, d'autres avaient déjà travaillé comme femme de ménage, d'autres avaient élevé leur premier enfant et reprenait le travail après, il y avait aussi des chefs de famille qui était seuls à travailler parce que quand je parle de problèmes sociaux, ce n'est pas que pour les femmes seules à élever leurs enfants, il y avait des hommes qui étaient seuls à élever leurs familles, ils avaient femmes et enfants. Une population fragile d'où la facilité de diriger et d'imposer les règles à suivre. »

On est là dans une communauté de problèmes qui dépassent la stricte dimension féminine pour s'étendre à l'ensemble des ouvriers et ouvrières soudés par les difficultés sociales.

L'entrée dans l'usine met aussi en évidence l'absence ou les limites de la formation initiale, ce qui renvoie à deux phénomènes complémentaires. D'une part, on remarque le relatif désintérêt parental quant à une progression professionnelle de leurs filles. Cette dimension, que j'ai déjà rapidement évoquée, est présente dans tous les entretiens, par exemple chez ce sidérurgiste d'Hennebont déplorant les conditions de travail de sa fille dans une usine d'agroalimentaire, avant d'afficher sa satisfaction qu'elle soit devenue caissière de grand magasin. Il regrette par contre que son fils travaille chez un artisan alors qu'il avait « des capacités ». D'autre part, il faut aussi souligner les limites de l'offre de formation féminine en Bretagne dans les années 1968. Au-delà des BEI de couture ou de comptabilité – l'École normale d'institutrices étant réservée aux plus douées –, on trouve peu de diplômes destinés aux jeunes filles; et le départ vers une formation hors de Bretagne, accepté pour les garçons, l'est beaucoup moins pour les filles. Au Joint Français, 64 % des ouvriers et 92 % des ouvrières n'ont que le certificat d'étude; parmi ces dernières, seules 6 % ont un CAP, en général de couture²⁴. Cette faiblesse de la formation se retrouve d'ailleurs également dans les bureaux²⁵. Des emplois déqualifiés et peu payés expliquent d'ailleurs en grande partie l'important roulement de personnel dès la création de l'usine.

Pourtant de rares actions régionales sont lancées en direction des femmes durant la période. Dès 1965, un centre de promotion féminine est créé à l'initiative de l'Institut de promotion sociale ouvrier paysan à Redon : les stagiaires y sont initiées pendant neuf mois à la découverte des métiers possibles²⁶. En 1969, un centre féminin de « l'Association pour le développement de la promotion sociale » est ouvert à Pont-de-Buis. En 1978, le fonds social européen verse des subventions destinées aux femmes de plus de 25 ans ayant perdu un emploi ou souhaitant retrouver une activité professionnelle : cela permettra d'ouvrir une formation à Fougères. Reste que l'ensemble de ces formations cantonne les femmes dans des secteurs liés

24. TOINARD, Roger, *Incidences socio-économiques...*, op. cit.

25. Entretien BL du 17 juillet 2001, délégué syndical CFDT en 1972.

26. LETERTRE, Raymond, « La Bretagne au féminin », *Bretagne expansion*, n° 10, décembre 1980.

à l'enfance ou à l'alimentation, à la qualification en général assez faible. De façon exemplaire, quand la possibilité est donnée aux stagiaires de choisir entre un métier à forte connotation féminine, comme la formation d'assistante maternelle ou la gestion et la comptabilité d'artisan, et un métier à connotation masculine comme l'automobile, ce dernier est massivement choisi par les stagiaires : c'est bien là le signe d'une volonté de rompre avec l'échec social et professionnel symbolisé par le travail féminin et de s'intégrer au mieux dans une économie clairement perçue comme masculine²⁷.

Ainsi, on voit se mettre en place des parcours hachés : la travailleuse passe du tertiaire au secondaire, occupant des emplois toujours déqualifiés et sous-payés. Pour elle, l'essentiel est de trouver un travail, si possible de proximité pour lui permettre de remplir ses tâches maternelles ; le salaire, quoique important, ne vient qu'après. Cette précarité professionnelle, souvent associée aux fonctions domestiques des femmes, les enferme durablement dans un statut de travailleur annexe.

Le travail

Une fois entrées dans l'usine, les ouvrières sont confrontées à un milieu qui leur est en général étranger. Un BEP de couture amènera à travailler dans l'électronique, ou à l'abattage et la préparation des volailles, ou à la vérification des joints de caoutchouc, autant d'activités professionnelles qui renvoient, dans les représentations, à une prolongation des tâches domestiques. De là, les caractéristiques du travail féminin couramment évoquées par les observateurs, notamment patronaux, telles que l'habileté « naturelle » des femmes et leur capacité de concentration. Cet ensemble de qualités les amène vers des tâches répétitives qui exigent moins d'effort physique, mais qui sont en revanche soumises à des cadences élevées. Le travail des câbleuses de la CSF consiste par exemple à placer des fiches selon un schéma à suivre. Au Joint Français, les jeunes filles vérifient soigneusement les joints produits et n'ont que le temps de souffler au journaliste venu les interroger qu'il s'agit d'un travail « très délicat »²⁸. Il en va de même dans les abattoirs où, lorsqu'une machine tombe en panne, les ouvrières utilisent le couteau pour préparer les gésiers afin de ne pas bloquer la chaîne qui continue à aligner les poulets. De faible complexité et à caractère répétitif, ces tâches ne nécessitent pas un grand effort physique. Elles se caractérisent en outre toutes par l'absence de responsabilités ; il a fallu attendre un décret d'août 1975 pour que les femmes soient autorisées à réparer ou à régler elles-mêmes leurs machines. Des tâches enfin dont les compétences sont loin d'être reconnues : l'habileté étant supposée innée

27. Dans les faits, la majorité des stagiaires trouve un emploi dans une entreprise de lanternerie automobile.

28. « Ce qui s'appelle trouver du Joint », reportage de la télévision régionale non daté. Les archives télévisuelles concernant le conflit du Joint Français et conservées à l'INA Rennes sont réunies par succession de bribes de reportage sur un même support sans renseignements chronologiques.

chez les femmes, leur performance en la matière ne saurait être valorisée, ce qui participe à maintenir l'ouvrière dans un rapport constant à la sphère familiale, d'où elle tirerait sa compétence « naturelle ». Dès lors, le travail féminin est réputé « facile », alors que, dans les faits, le câblage demande par exemple de la dextérité, mais aussi de l'expérience et une habileté à analyser un plan d'exécution. Ce refus de reconnaissance des capacités professionnelles entraîne de nombreuses tensions avec la maîtrise.

De façon générale, ce sont d'ailleurs les rapports, souvent conflictuels, avec la maîtrise qui posent le plus de problèmes à la majeure partie des ouvrières :

« Je me rappelle Madame D., une chef d'équipe, elle nous voyait avec des sabots, elle faisait des fautes à tous les mots, elle savait pas écrire, rien du tout et elle se permettait de dire : "Je croyais voir les Bretonnes avec des sabots." Elle était vraiment méprisable, elle était bête et méchante²⁹. »

La maîtrise ayant peu d'encadrement spécifiquement technique à faire dans ces ateliers de femmes, elle affirme surtout son existence par sa fonction disciplinaire. Les oppositions avec elle rythment alors les doléances féminines, avec parfois des épisodes très violents : à Pédervec, le contre-maître gifle une ouvrière avec un poulet tombé. Les ouvrières se plaignent du constant rappel de leur faible niveau de formation ou du contrôle tatillon dont elles sont l'objet. À l'usine CSF, la principale tâche de la maîtrise est ainsi de surveiller les passages aux toilettes des ouvrières : il s'agit là d'une constante des rapports de contrôle de la main-d'œuvre féminine, qui provoquera finalement une grève des câbleuses, largement suivie par l'ensemble de l'usine. Dans ce dernier cas, les critiques contre la maîtrise en arrivent à dépasser le rapport de genre, même si les femmes sont les plus concernées. Il est intéressant de noter que les représentations genrées des rapports avec la maîtrise ne sont pas exprimées de la même manière au Joint Français ou à Pédervec, pour des raisons liées, à mon sens, à la communauté des conditions professionnelles dans les usines d'OS, où hommes et femmes ont le même bas niveau de qualification.

Les oppositions avec la maîtrise sont rendues encore plus aiguës par la faible participation syndicale des ouvrières qui, en général, préfèrent être représentées par un délégué du personnel masculin, comme c'est le cas à la CSF où la situation apparaît particulièrement caricaturale du fait de l'écrasante majorité féminine de l'atelier câblage. Toutefois, les situations évoluent grandement après les événements de mai-juin 1968, les femmes assumant alors les mandats syndicaux, du moins au niveau de l'entreprise.

Les conditions de travail des ouvrières sont souvent très pénibles, en particulier dans l'agroalimentaire à cause de la saleté et de l'élasticité du temps de travail. Cette pénibilité est renforcée, nous l'avons vu, par le fait que nombreuses sont celles qui ont une deuxième journée à effectuer à la maison. Les remarques des témoins sur la fatigue professionnelle visent

29. Entretien AG, câbleuse à la CSF en 1968.

moins les efforts physiques répétitifs que les efforts physiques violents, considérés par les ouvrières elles-mêmes comme relevant d'un « métier d'homme³⁰ ». L'état d'épuisement physique ou nerveux est peu pris en compte, tant par la direction de l'usine que par la médecine du travail, car il est mis sous le signe de dérangements hormonaux propres à la nature féminine. Ainsi Maryse évoque sa jeune voisine épuisée et incapable de dormir la nuit par crainte de retourner au travail, ce dont ne tiennent compte ni son entourage ni *a fortiori* l'encadrement de l'usine. Les maladies professionnelles ne sont pas non plus reconnues : ainsi la médecine du travail n'interprète pas le port des lunettes par la quasi totalité des câbleuses comme une maladie professionnelle, alors pourtant que la majorité des jeunes ouvrières étaient arrivées sans en porter.

On a déjà remarqué que les oppositions de genre sont moins nettes dans les propos d'anciens ouvrier(e)s du Joint Français ou de l'abattoir Doux de Péder nec. Car l'importance dans ces usines du statut d'OS unifie hommes et femmes dans un même travail déconsidéré. La polyvalence exigée par les directions interdit en effet aux uns et aux autres de se définir par rapport à un poste de travail, les hommes monopolisant les travaux de force, les femmes les travaux de précision. Cette constatation trouve notamment son expression dans le cas de la chaîne d'abattage des usines agroalimentaires, au sein de laquelle la stratégie d'évitement, tous sexes confondus, vise principalement les postes de fin de chaîne chargés de rattraper le retard. La fragilité sociale et culturelle, initialement spécifique à la femme au travail, est ici commune aux deux sexes du fait de l'absence de formation initiale et de la volonté de travailler à n'importe quel prix.

La progression professionnelle

Au final, le déséquilibre de genre se lit dans la progression professionnelle des uns et des autres. À un parcours rectiligne pour les hommes s'oppose le parcours haché des femmes, à l'exemple de Maryse évoquant le cheminement professionnel qui l'a amenée aux abattoirs Doux de Péder nec :

« — Et quand vous entrez chez Doux, c'est la première fois que vous travaillez dans la volaille ?

— Oh oui ! la première fois. Avant je travaillais à l'hôtel, je faisais des saisons.

— Qu'est ce qui vous a motivée pour aller chez Doux ?

— Ben, parce que j'étais mariée, quand on fait des saisons, on n'est pas à la maison. Il faut quand même se dire qu'on est trois mois sans rentrer, c'est pas possible, je suis restée à la maison cinq ans, j'ai aussi travaillé au CES, c'est vrai et je suis restée élever Catherine parce que je ne gagnais pas assez pour élever deux enfants, je donnais 250 francs à ma belle-mère et c'est ma belle-mère qui éduquait l'aîné, je gagnais 352 francs et si je lui donnais les deux, je devais lui donner 500 francs, et je ne gagnais que 360 francs, je

30. Entretien Jeanne, OS au Joint Français en 1972.

me suis dit ce n'est pas la peine de travailler et de donner plus, alors je suis restée élever mes deux enfants. »

Les parcours chaotiques, marqués par les maternités, handicapent financièrement les femmes, dans la mesure où ces absences obligées suppriment les avantages liés aux primes, aux avancements ou à l'ancienneté. Au moment de la collecte des entretiens, la majorité des interviewées étaient à la retraite, et ont pu évoquer leur parcours professionnel dans son ensemble, parcours souvent décevant et qui souffre de la comparaison avec ceux de leurs homologues masculins. L'explication en est simple : l'exclusion des femmes des tâches à responsabilité. Ainsi, une ancienne ouvrière de la CSF déplore son blocage à l'échelon inférieur, alors que tous ses collègues masculins sont devenus agents techniques. Or, c'est la pratique de la responsabilité qui est le principal marqueur de l'ascension professionnelle ; déjà handicapées par les grossesses, les femmes voient également se fermer les postes à responsabilité, avec parfois l'accord non dit des hommes, comme l'a par ailleurs montré Margaret Maruani³¹. De plus, le niveau de formation d'origine n'est pas pris en compte s'il ne correspond pas à la tâche attendue : ainsi le BEI de couture n'est pas reconnu dans l'industrie électronique, d'où le profond désappointement d'Alice qui demeure toujours câbleuse à la fin de sa carrière :

« Bien non ! On n'a pas eu cette chance de partir aux méthodes ou de changer de travail, c'était quand même beaucoup plus dur pour une femme, peut-être que c'était dû aux études, à la formation, mais peut-être que quand même une femme [...] si l'on pouvait faire des stages à l'intérieur de l'entreprise quand même, moi, j'ai quand même le BEI ce qui est quand même [...] il y a quand même une éducation. Il n'y a pas que la couture, mais ce n'était pas considéré. On était embauché que pour faire le câblage, couturière, c'était bien, c'était simple, mais l'évolution, c'était plus dur³². »

On touche là le désarroi d'une femme encore poursuivie après quarante ans de carrière par la pauvreté de sa formation initiale et son impossibilité d'accéder à la formation continue à l'intérieur de l'entreprise, de là des critiques à l'encontre du favoritisme que ses anciens collègues essaient maladroitement de nier. Plus largement, la période met en évidence une réussite scolaire des filles dans les matières générales, mais aussi la faiblesse de l'enseignement technique hors l'industrie textile. La formation à l'extérieur de la région, nécessaire dans le domaine technique en raison de l'absence de formation spécifique en Bretagne, si elle apparaît courante pour les garçons, est encore largement interdite aux filles. D'où, trente ans après, le constat désabusé de n'avoir pas pu profiter, à l'exemple de ses collègues masculins, de l'ouverture professionnelle des années 1968. De façon générale, les entretiens marquent bien le différentiel d'investissement des parents dans le suivi de la formation des filles. Pour ces dernières un

31. MARUANI, Margaret, NICOLE-DRANCOURT Chantal, *Au labeur des dames, métiers masculins, emplois féminins*, Paris, Syros-Alternatives, 1989, 191 p.

32. Entretien AG.

échec aux examens n'est pas considéré comme un drame, voire entre plutôt dans l'ordre des choses :

« — Quel était l'avis de votre père sur vos études ? Est-ce que vous aviez des contacts ?

— A : Ils nous ont poussés, oui, ils nous ont poussés ; dans ta famille ils poussaient pas (*rire*).

— F : Ben non, ils m'ont dit si les études ça va pas vient à la maison il y a du travail ; c'était une boulangerie, par contre, le plus jeune il a fait un CAP d'électricien³³. »

Il n'en reste pas moins que la fin de la période voit une nouvelle affirmation des femmes dans la vie professionnelle. Ainsi des entreprises industrielles sont ouvertes et sont dirigées par des femmes, chose incroyable encore en 1968. C'est le cas de l'atelier des ouvrières du textile établi en 1978 à Queven. C'est également celui d'une coopérative de production qui s'ouvre à Lannion la même année, spécialisée dans le secteur du vêtement d'occasion. Il est intéressant de voir se mettre en place à cette occasion des pratiques sociales bien éloignées de celles des entreprises étudiées : ainsi à Queven les horaires sont aménagés en fonction du temps scolaire et des plages musicales sont diffusées pendant le travail. De même, la fin de la période voit s'affirmer une nouvelle volonté féminine d'échapper au poids des représentations. Ainsi en 1980, au cours d'un stage organisé par la CCI de Rennes, les stagiaires refusent massivement les emplois dans les crêperies ou le libre service alimentaire proposés à cette occasion, aucune ne se verra proposer d'autres emplois. Preuve s'il en est que c'est moins le niveau de formation que l'adaptabilité des femmes à tel ou tel emploi régional qui est la clé du travail féminin dans les années 1968.

•

La situation des ouvrières bretonnes sort, somme toute, peu des standards nationaux constatés à la même époque, d'autant plus qu'elles sont peu nombreuses à oser exprimer une réelle ambition professionnelle. La faiblesse de la formation initiale apparaît ainsi comme l'un des principaux marqueurs du genre. La spécificité bretonne se retrouve toutefois dans la satisfaction relative des ouvrières concernées : après des années d'exil, le travail sur place est perçu comme une incontestable plus-value ; de plus, dans des secteurs comme l'agroalimentaire, leur situation professionnelle diffère peu de celle de leurs confrères masculins, ce qui relativise les différences de traitement. Enfin, on ne peut oublier le contexte général et les mutations profondes que connaît la Bretagne pendant la période, mutations auxquelles a grandement contribué la population féminine bretonne, et qui contribueront dans les décennies suivantes à l'évolution des rapports de genre, dans l'usine comme ailleurs.

33. Entretien AC technicien à la CSF en 1968 et FC mère au foyer.

RÉSUMÉ

Au travers de trois conflits sociaux en Bretagne au cours des années 68, cet article ambitionne de cerner les représentations de la femme au travail dans une région à l'industrialisation diffuse. Au fil des parcours de vie révélés par les sources orales et le recours aux multiples archives concernant la période, l'objet est de cerner les réalités d'une présence féminine au sein d'une activité industrielle qui ne cesse de poser la question de la légitimité de la présence des femmes en son sein. L'entrée dans l'usine, les difficultés des parcours professionnels, les contraintes qui pèsent sur les femmes au travail sont autant d'étapes de vie qui portent en elles des questionnements révélateurs des rapports de genre à l'œuvre dans la diversité des activités étudiées. C'est aussi l'occasion de souligner les permanences, liées à l'inégal accès à la formation, d'un statut des femmes au travail, mais également d'évoquer les spécificités bretonnes par le poids de l'exode des travailleurs dans les représentations ouvrières et l'adaptation précoce des femmes aux contraintes de la modernité.

ABSTRACT

Studying three Bretagne industrial strikes in the course of the years-68, this article aims to explain the women's representations about job in a region to problematic industrialization. Working with life stories revealed by the oral sources and by the appeal to numerous archives concerning the period, the object is to study the realities of a women presence within an industrial activity which does not cease asking itself the question of the legitimacy of their presence in his breast. The entrance in the plant, the difficulties of professional progression, pressures which weigh on her, there are obligatory life stages which carry the question of the reports of gender in women activity inside the factory. It is also an opportunity to underline permanence, linked to the unequal access at professional formation, of a status different of the women at work, but also a recall of the weight of the exodus to Paris in the worker's representations of Bretagne and the precocious adaptation of the women to the pressures of the modernity.